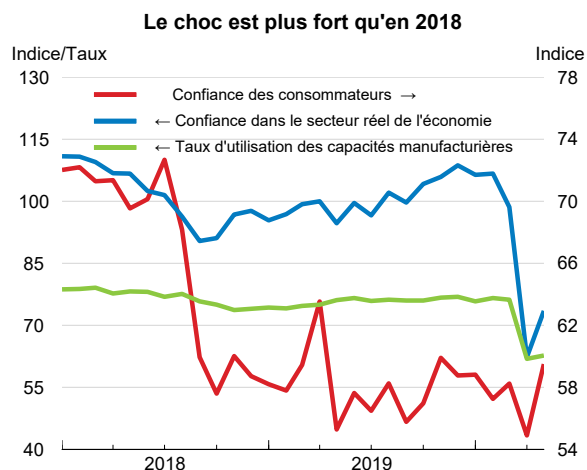
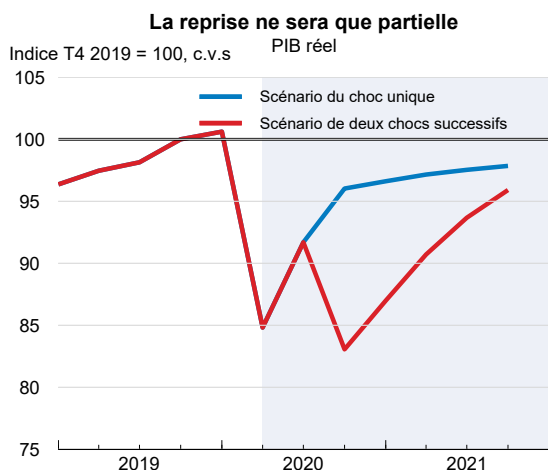


Turquie

Après avoir enregistré une croissance positive au début de l'année, la production turque devrait se contracter de près de 5 % à 8 % en 2020, selon qu'une nouvelle vague de l'épidémie de coronavirus vers la fin de l'année est évitée (scénario du choc unique) ou non (scénario de deux chocs successifs), en raison de destructions d'emplois, d'une baisse marquée des revenus et d'un recul de la demande extérieure. Compte tenu du caractère relativement limité du système de protection sociale et de l'ampleur de l'endettement des entreprises, la reprise consécutive à la levée des mesures d'endiguement devrait être progressive. Dans le scénario de deux chocs successifs, l'adoption de nouvelles mesures de confinement entraînerait un recul plus marqué de l'investissement et de la production en 2020 et une reprise plus graduelle en 2021.

Un large éventail de mesures budgétaires, quasi budgétaires et monétaires ont été mises en œuvre simultanément pour atténuer les problèmes de liquidités. Une aide plus inclusive devrait être apportée aux ménages dans le besoin, notamment aux salariés et aux travailleurs indépendants du secteur informel. Une aide financière à long terme améliorant la solvabilité, fondée de préférence sur des instruments non générateurs d'endettement, apportée aux entreprises de toutes tailles surendettées et saines améliorerait leur potentiel de croissance à la suite du choc. Renforcer la transparence et la crédibilité des politiques budgétaire, monétaire et financière contribuerait à remédier à la fragilité des paramètres fondamentaux de l'économie, et à réduire la vulnérabilité de la Turquie aux chocs externes.

Turquie



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; Banque centrale de la République de Turquie (TCMB) ; et Institut statistique turc.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139993>

Turquie : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de TRY	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2009)				
Turquie: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	2 608.5	7.5	2.8	0.9	-8.1	2.0
Consommation privée	1 560.5	6.3	0.1	0.8	-6.1	4.6
Consommation publique	387.0	4.7	6.9	4.5	15.8	4.0
Formation brute de capital fixe	764.7	8.2	-0.6	-12.4	-20.9	-5.2
Demande intérieure finale	2 712.2	6.6	0.8	-2.6	-6.7	2.0
Variation des stocks ¹	- 28.4	0.7	-2.4	0.8	-1.1	0.0
Demande intérieure totale	2 683.8	7.4	-1.7	-2.0	-8.2	2.0
Exportations de biens et services	573.0	12.0	7.8	6.4	-11.2	4.8
Importations de biens et services	648.2	10.4	-7.8	-3.6	-12.2	5.5
Exportations nettes ¹	- 75.3	0.0	4.2	3.0	0.1	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	11.0	16.4	13.9	13.8	8.4
PIB potentiel, volume	—	5.5	5.2	4.5	3.8	3.0
Indice des prix à la consommation ²	—	11.1	16.3	15.2	10.3	8.6
IPC sous-jacent ³	—	10.1	16.5	13.4	10.5	8.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	10.9	11.0	13.7	16.8	16.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-4.8	-2.1	1.1	0.6	-0.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Calculé à partir des moyennes annuelles.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138853>

La pandémie s'est rapidement propagée, mais les mesures ciblées de confinement et les dispositions complémentaires adoptées ont été efficaces

La pandémie a débuté en Turquie pendant la seconde moitié du mois de mars et s'est propagée à un rythme rapide. D'après les informations disponibles, le nombre de cas de contagion a atteint un point culminant à la fin d'avril. Le système de santé turc se caractérise par un nombre moyen relativement faible de médecins et de lits d'hôpital par habitant, mais il est bien préparé aux urgences de santé publique, notamment grâce à une solide infrastructure de soins intensifs. Les autorités ont pris des mesures ciblées de confinement et de couvre-feu, axées sur certains groupes d'âge, villes ou quartiers. L'ampleur des secteurs d'activité fermés sur décision administrative est restée limitée en termes de comparaison internationale, et pas plus de 40 % de la population n'ont été officiellement confinés, sauf pendant les couvre-feux nationaux décrétés les weekends et les jours fériés. Le trafic international et intérieur de passagers a été interrompu. Des quarantaines ont été appliquées dans différentes régions et d'intenses activités de dépistage et de traçage ont été menées. Le port du masque a été rendu obligatoire dans tous les lieux publics.

Turquie : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de TRY	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2009)				
Turquie: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	2 608.5	7.5	2.8	0.9	-4.8	4.3
Consommation privée	1 560.5	6.3	0.1	0.8	-3.2	4.9
Consommation publique	387.0	4.7	6.9	4.5	15.8	1.8
Formation brute de capital fixe	764.7	8.2	-0.6	-12.4	-14.5	10.0
Demande intérieure finale	2 712.2	6.6	0.8	-2.6	-3.3	5.5
Variation des stocks ¹	- 28.4	0.7	-2.4	0.8	-1.5	0.0
Demande intérieure totale	2 683.8	7.4	-1.7	-2.0	-5.0	5.3
Exportations de biens et services	573.0	12.0	7.8	6.4	-8.0	10.4
Importations de biens et services	648.2	10.4	-7.8	-3.6	-9.4	15.4
Exportations nettes ¹	- 75.3	0.0	4.2	3.0	0.3	-1.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	11.0	16.4	13.9	14.1	8.5
PIB potentiel, volume	—	5.5	5.2	4.5	3.8	3.5
Indice des prix à la consommation ²	—	11.1	16.3	15.2	10.6	9.1
IPC sous-jacent ³	—	10.1	16.5	13.4	10.8	9.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	10.9	11.0	13.7	15.6	14.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-4.8	-2.1	1.1	0.9	-1.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Calculé à partir des moyennes annuelles.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138872>

La contraction de la demande a été très marquée

Malgré des restrictions relativement limitées, la contraction de l'emploi et de la demande a été marquée. Les indicateurs à haute fréquence disponibles laissent entrevoir une forte baisse de la consommation privée et de l'investissement à partir d'avril – de l'ordre de 20 % ou plus. Le fléchissement de la demande extérieure ainsi que de la confiance des entreprises et des ménages en Turquie a amplifié la récession. Le tourisme a été très durement touché. Le secteur de l'hébergement et de la restauration emploie 8 % de l'ensemble des travailleurs, engendre une demande massive pour d'autres biens et services, et représente un cinquième des recettes d'exportation totales. La demande locale et régionale a diminué deux fois plus rapidement dans les régions touristiques que dans les autres. La fréquentation par les consommateurs des centres commerciaux officiellement ouverts s'est effondrée (ils ont ensuite été fermés). Les dispositifs de protection sociale, notamment les régimes d'assurance chômage et de chômage partiel ainsi que les aides destinées aux personnes en congé sans solde mises en place pendant la crise, sont de taille modeste, et ne sont accessibles qu'aux salariés du secteur formel (soit moins de 60 % de la population active). Les pertes de revenu subies par les travailleurs informels et les travailleurs indépendants qui tirent leurs ressources quotidiennes d'activités telles que les transports publics, le commerce de détail et les services de restauration, ont accentué l'atonie de la demande.

Un large éventail de mesures de soutien repose sur des instruments quasi budgétaires

Le gouvernement a adopté un large éventail de mesures de soutien. Une aide d'urgence de 1 000 TRL (environ 150 USD) par famille a été offerte aux 5.3 millions de ménages, permettant de remédier à des situations de difficulté extrême, mais ne contribuant que dans une mesure limitée à préserver leur niveau de vie et à soutenir la demande globale. Les aides aux entreprises prennent essentiellement la forme de reports de paiement d'impôts et d'échéances d'emprunts ainsi que de crédits supplémentaires, principalement accordés par des banques publiques, mais aussi par des établissements privés, dont l'octroi est favorisé par des garanties publiques de prêts étoffées ainsi que par les dispositions juridiques récemment adoptées en matière de crédit et de règles prudentielles. Ces aides ont permis d'éviter une envolée des faillites d'entreprises, mais pas de remédier aux problèmes grandissants d'insolvabilité. Les banques publiques offrent également des crédits bonifiés aux travailleurs indépendants et aux ménages dans le besoin. La banque centrale étaye la capacité de prêt du système financier en s'appuyant sur des facilités de liquidité étoffées, des facilités d'escompte d'actifs supplémentaires à l'intention des banques, et un mécanisme renforcé de réescompte des crédits à l'exportation. L'orientation expansionniste de la politique monétaire, qui se traduit par des taux d'intérêt réels négatifs à l'aune des anticipations d'inflation des marchés, a cependant affaibli la monnaie turque. La limite relative aux titres d'État pouvant figurer au bilan de la banque centrale a été relevée de 5 % à 10 % dans un objectif de soutien de la politique budgétaire. Le fonds d'investissement souverain a été autorisé à prendre des participations de grande ampleur dans des entreprises, en empruntant sur les marchés intérieur et internationaux. Les autorités ont rehaussé les droits de douane sur environ 4 800 lignes de produits pour soutenir les secteurs industriels nationaux en difficulté. Certaines de ces mesures figuraient dans le plan de soutien de l'économie représentant 2 % du PIB annoncé en mars, mais d'autres demeurent hors budget et leur coût budgétaire est difficile à déterminer. Le ministère des Finances a annoncé en mai que la valeur nominale totale des reports de paiement d'impôts, des crédits bonifiés, des reports d'échéances d'emprunt et des transferts en espèces représenterait 5.5 % du PIB.

L'endettement pèse sur les perspectives de reprise

L'activité redémarrera parallèlement à l'amélioration de la situation sur le plan de la santé publique, mais la reprise sera progressive, compte tenu des pertes de revenu subies par les ménages et les entreprises et de l'augmentation de leurs dettes qui en a résulté. Les bilans des entreprises étaient en effet dégradés et n'avaient été assainis qu'en partie après le choc de 2018. La croissance des exportations sera faible. La situation des entreprises est particulièrement difficile dans le secteur du tourisme en raison de la forte baisse du nombre de visiteurs. Le recul de la formation de capital totale pourrait atteindre 15 % en 2020, pesant sur l'offre potentielle à long terme de l'économie – un effet qui serait accentué dans le scénario de deux chocs successifs. Dans ce scénario, l'investissement diminuerait tout le long de la période considérée, et le PIB pourrait reculer de 8 % en 2020, avant d'enregistrer un rebond de l'ordre de 2 % en 2021. Dans le scénario du choc unique, le PIB devrait se contracter de 5 % environ en 2020, avant d'enregistrer un rebond de l'ordre de 4 % en 2021.

La Turquie reste exposée aux chocs externes. Les paramètres macroéconomiques fondamentaux sont dégradés, en raison de la vigueur de l'inflation, de la volatilité du taux de change, de l'instabilité des mouvements de capitaux, et des risques financiers découlant de la croissance extrêmement rapide du crédit dans certains pans du système bancaire. Les incertitudes géopolitiques sont également importantes. La nécessité de lutter contre la crise liée au COVID-19 en prenant des mesures énergiques n'a pas facilité la tâche consistant à clarifier et consolider les cadres de la politique budgétaire et de la politique monétaire. L'expansion en cours des établissements financiers publics et la domination du marché du crédit par les banques publiques, en raison des dispositifs de prêts bonifiés, soulèvent des problèmes d'efficacité de la

répartition des ressources et de qualité des actifs dans le secteur financier. Elles entraînent également une augmentation des éléments de passif éventuel de l'État. Dans ce contexte, les primes de risque de la Turquie et le coût de ses emprunts extérieurs ont atteint des niveaux nettement plus élevés que dans des pays comparables. Les besoins totaux de financement extérieur sont estimés à 170 milliards USD, soit 23 % du PIB de 2019, au cours des 12 mois à venir. Le refinancement de 55 milliards USD de dettes contractées par les banques, les entreprises non financières et les pouvoirs publics pourrait s'avérer difficile dans un contexte d'instabilité des marchés internationaux de capitaux et de faiblesse des réserves de change, même si la lenteur de la reprise anticipée et la baisse des cours des produits de base pourraient améliorer le solde extérieur à court terme.

Des réformes globales et un ciblage efficace de l'action publique seront essentiels

La Turquie doit continuer de soutenir les travailleurs et les entreprises tant que l'activité demeure atone et perturbée. Les efforts destinés à repousser les problèmes de liquidités devraient être complétés par des mesures renforçant la solvabilité et la viabilité financière des entreprises et des ménages. Au premier rang des priorités figurent la consolidation du cadre de politique macroéconomique *via* le maintien d'un taux d'intérêt directeur positif en termes réels, et la mise en œuvre d'un programme économique à moyen terme crédible, englobant l'ensemble des activités budgétaires et quasi budgétaires. Les aides devraient être axées sur les ménages et les entreprises qui en ont le plus besoin. Des réformes structurelles permettant de garantir la flexibilité du marché du travail formel, le fonctionnement équitable et la résilience du secteur financier, ainsi que la prévisibilité des conditions du commerce extérieur, afin d'aider les entreprises turques à participer pleinement aux chaînes de valeur mondiales, renforceraient le potentiel de croissance après le choc. En matière de politique sanitaire, la levée des mesures d'endiguement devrait s'accompagner de l'application stricte de règles de distanciation physique, afin que des mesures de confinement généralisé soient évitées en cas de seconde vague de la pandémie. Les efforts intenses de dépistage et de traçage déployés actuellement devraient se poursuivre, et les cas d'infections et les décès devraient faire l'objet d'un suivi conforme aux normes internationales relatives aux meilleures pratiques.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Turquie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/dfc7fca3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.